

## Après le référendum

L'issue du référendum sur la ratification du traité constitutionnel européen est devenue incertaine ce qui donne indiscutablement du piment et de la densité au débat politique interne à la France. Il charrie plus que jamais une grande diversité d'enjeux : enjeux de politique intérieure, clarification de la vision européenne des français et opportunité de la ratification du texte proposé selon ses mérites propres. C'est faire preuve de beaucoup de naïveté que de dénier toute légitimité à celles de ces questions ni ne portent pas directement sur la réponse par oui ou par non à la question posée : il s'agit après tout de l'avenir de la construction politique de l'Europe, de la vision qu'en ont les français et de la façon dont ils entendent voir maintenue l'influence de la France dans le monde. Si la réponse finale sera nécessairement d'une simplicité brutale (oui, non ou nul), ce qui la déterminera met légitimement en jeu tous les niveaux du débat en cours.

S'il est inévitable, et probablement sain, que la France s'interroge sur son choix européen, il est une illusion dont il faut se garder : celle de penser que le reste de l'Europe attend, le souffle coupé et toutes affaires cessantes, que la France ait fait son choix pour reprendre alors les choses là où notre pays les avaient laissées et dans les conditions qui lui conviendront. Plusieurs des arguments invoqués explicitement ou tacitement dans la campagne donnent à penser que cette illusion est présente dans beaucoup d'esprits.

Il en va ainsi de la théorie de la crise salutaire en cas de victoire du non. Le refus de la France de ratifier le traité constitutionnel créerait un tel vide que s'imposerait une renégociation du texte dans un sens intégrant les revendications des partisans du non. C'est oublier que resterait sur la table le Traité de Nice qui est en vigueur actuellement et fait la démonstration de sa capacité à organiser, cahin-caha, la vie quotidienne de l'Union. C'est oublier également que ce Traité, maintenant décrié par la France, a conservé de solides partisans tout au long des débats qui ont conduit au projet de traité constitutionnel, de la Convention européenne à la Conférence entre représentants des gouvernements. Si l'on raisonne en termes de pays, une majorité lui a trouvé, à un moment ou à un autre, de solides avantages par rapport au nouveau texte. Les « petits » Etats voient dans plusieurs dispositions du nouveau texte, ne serait-ce que dans l'institution d'un Président de l'Union, un risque de « directoire des grands » ; la Pologne et l'Espagne ont fait remarquer que le poids de leurs votes au sein du Conseil était diminué ; la Grande-Bretagne, qui a souvent trouvé de solides alliés, n'a cessé de guerroyer contre certaines dispositions du texte – l'inclusion de la charte des droits en particulier- et ne s'y est finalement ralliée que du bout des lèvres. Si l'on raisonne en termes transversaux d'opinion, les souverainistes ont dès le départ dénoncé une avancée décisive vers une Europe politiquement plus intégrée et les tenants du laisser faire économique s'accommodent très bien du Traité de Nice qui, par rapport au nouveau texte, limite les pouvoirs du Parlement et la capacité du Conseil à dégager des majorités, en un mot l'aptitude de l'Union à prendre des décisions.

C'est ainsi que, très probablement, un non français serait perçu comme un ralliement de la France à ceux qui se satisfont du Traité de Nice. En sens inverse, toute tentative de rouvrir le débat « constitutionnel » serait alors reçue comme inconséquente par nos partenaires.

Ceci nous conduit à la deuxième illusion relative à une victoire du non en France : celle selon laquelle ce refus de ratification ne modifierait ni l'équilibre des forces en Europe, ni la situation relative de la France, et laisserait l'avenir dans un état d'ouverture inchangé. C'est faire bon marché de l'histoire de la construction européenne depuis plus d'un demi-siècle. Le projet de construction d'une Europe politique qui ne se limite pas à un marché unique est une idée française depuis l'appel de Maurice Schuman en faveur de la CECA. Tout au long de l'histoire de celle-ci, de la CEE qui lui a fait suite, puis de l'Union européenne, c'est la France appuyée par l'Allemagne et les pays fondateurs qui les avaient rejoints, qui a été à l'origine de toutes les relances politiques et a porté cette exigence d'une « union sans cesse plus étroite » qui est le sens même du projet européen. Tout au long de cette période, cette volonté a dû s'opposer à ceux qui se seraient contentés des acquis de la libre circulation, avec une obstination qui a parfois suscité l'agacement de nos partenaires. Le dernier épisode de cet engagement français a été la réalisation de l'euro comme monnaie unique. Que demain notre pays refuse de ratifier un texte qui apparaît, partout en Europe et dans le monde comme une nouvelle étape – satisfaisante ou non - de l'intégration politique européenne et le message sera clair : cette intégration est parvenue à un niveau que personne ne souhaite plus dépasser. On voit mal en effet qui prendrait le relais et serait en mesure, sans la France ou contre elle, de cristalliser une majorité en faveur de la poursuite de l'approfondissement politique. Il appartient aux partisans du « non de gauche » d'expliquer en quoi ce nouvel équilibre pourrait constituer autre chose qu'une victoire des partisans du laisser-faire et d'une régulation économique minimale.

Un non français ne peut être présenté comme le non de n'importe quel pays : ce serait le refus d'avancer dans l'intégration de la part du pays qui a conçu et porté le projet européen depuis son origine. Partout dans le monde, ce serait perçu comme un recul d'ambition pour l'Europe et, pour la France, de son rôle dans le monde. Il serait excessif de présenter cet effacement comme inéluctable : les aventures du projet européen tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle nous enseignent qu'il a la vie dure et qu'il a su sans cesse renaître de ses cendres. Mais on ne saurait transformer un pari sur la force de l'idée européenne en programme politique : les partisans du non se doivent d'expliquer comment, et avec quels alliés, ils pensent pouvoir affronter la situation initiale d'immobilisme qui résulterait de leur victoire.

Cette illusion d'un débat, puis d'un vote français, sans incidence sur la suite des opérations ne touche pas que les partisans du non. Le débat interne a confirmé le malaise d'une large partie de l'électorat quant à la situation et aux perspectives de l'Union européenne : incertitudes sur les frontières ultimes, craintes des délocalisations, absence de garanties sociales, manque de démocratie, etc. À ces craintes, les partisans du oui ont répondu affirmativement dans une grande confusion quant au contenu de leur engagement futur. Pour eux aussi, l'Europe serait censée retenir son souffle jusqu'au vote français et s'abstenir de toute initiative susceptible de constituer un « signal négatif », fut-ce la mise en œuvre d'une décision déjà prise

avec l'assentiment de la France. La brutalité formelle de ce qu'il faut bien appeler un chantage (retenez vous ou notre électorat va faire un malheur !) contraste avec l'ambiguïté de son contenu en termes politiques. Que promettent exactement, et chacun pour sa part, les différents partisans du oui pour assurer que la liberté des échanges dans l'Union élargie (qui reste, rappelons le, le socle de l'intégration politique) ne dégénérera pas en « guerre des pauvres » et en machine à broyer les garanties sociales ? Pour assurer la garantie d'accès de tous les européens aux biens collectifs essentiels ? Pour rendre l'Europe moins autoritaire et plus sensible aux initiatives et aux mécontentements ? La liste serait longue des chèques en blanc tirés sur l'avenir. L'illusion serait ici de laisser croire qu'une fois la ratification française acquise, les engagements de campagne seront d'eux-mêmes consolidés dans une Union renvoyée à une vie plus paisible. Ce serait faire bon marché de l'agacement généralisé à l'égard du « chantage » français qui handicape la crédibilité future des thèmes mêmes qui sont aujourd'hui avancés en réponse aux questions de l'électorat. Ce serait faire semblant d'oublier que l'Union actuelle est majoritairement libérale et que ce n'est pas une Constitution ou un traité qui changeront cette donne politique. Ce serait également oublier que la France a accepté, pour de bonnes raisons, le passage récent de 15 à 25 membres et qu'elle ne peut pas maintenant faire semblant d'en découvrir les conséquences. Pas plus que les partisans du non, les partisans du oui ne peuvent faire l'économie de la façon dont ils s'y prendront (comment et avec qui) pour respecter les engagements, explicites ou implicites, qu'ils ont pris au cours de la campagne quant au cours futur de l'Europe politique.

Le débat sur le référendum est en France d'autant plus intense qu'il doit répondre à un déficit de clarification de notre vision du projet européen dans l'Union élargie, que n'ont pas comblé les échéances politiques, qu'il s'agisse des dernières élections présidentielles, législatives, ou ... européennes. À trop se replier sur son propre mal être, qui est réel, mais n'intéresse que nous, notre pays risque de s'isoler sans cesse plus en Europe. Une fois passée l'attirance spontanée de tous les dirigeants européens pour ce qui les dérange le moins (une ratification unanime), une fois digéré l'agacement que suscitent les exigences politiques françaises, le vote français – quel qu'il soit - ne sera plus qu'une donnée politique brute dans le calcul des intérêts nationaux qui font l'équilibre européen. Il paraît clair qu'à ce jeu, un non coûterait particulièrement cher en termes de capacité de notre pays à maîtriser son avenir. C'est pourquoi ses défenseurs se doivent d'être particulièrement clairs sur la façon dont ils s'y prendront pour relancer une machine politique qui aura tendance à se replier sur le seul acquis du marché unique. Mais cela n'exonère pas les partisans du oui de la même exigence de clarté quant à la façon dont ils s'y prendront pour faire, enfin, avancer de façon lisible la construction d'une Europe plus démocratique et moins platement libérale.

Osons croire qu'il n'est pas déraisonnable d'espérer, de la part de nos responsables politiques, qu'ils regardent la France et l'Europe au-delà du bout de leur nez.